



Voter à l'échelle municipale au Québec : significations et portée chez certains jeunes électeurs

Sandra Breux

Professeure
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
sandra.breux@ucs.inrs.ca

Salomé Vallette

Candidate au doctorat
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture et Société
salome.vallette@ucs.inrs.ca

Résumé

Au Québec, les élections municipales se caractérisent par la faible mobilisation qu'elles suscitent. Cette réalité est encore plus frappante chez les jeunes électeurs. Si les causes de cette abstention demeurent encore largement méconnues, la spécificité de l'échelle municipale est souvent mise de l'avant. Ce constat invite à délaissier les analyses plus traditionnelles du vote pour considérer l'acte électoral comme un geste symbolique d'identification à un territoire, porteur d'un ensemble de valeurs, susceptibles de diverger selon l'âge de l'électeur. L'objectif de notre propos est ainsi de saisir ce que signifie, pour les jeunes électeurs, l'acte de voter à l'échelle municipale. À partir de la passation de questionnaires et de la réalisation de six groupes de discussions avec des électeurs âgés en moyenne de 20,7 ans et étudiant à Montréal, notre recherche met en évidence le rôle crucial que jouent la quantité et la nature de l'information politique dans les représentations des jeunes. Aux yeux de nos répondants, l'échelle municipale est peu lisible, peu accessible et ne sous-tend pas de réel projet politique – contrairement à l'échelle provinciale et dans une moindre mesure et de façon très différente, à l'échelle fédérale. Si l'influence parentale se fait sentir dans la mobilisation de certains, votants ou abstentionnistes affichent leur volonté d'être davantage informés sur ce niveau de gouvernement.

Mots-clés : élections municipales, Québec, information, vote, jeune

***Municipal Elections in Quebec: Meaning and Significance for Selected Young Voters* Abstract**

In Quebec, municipal elections are marked by low voter turnout, especially among youth. Although the reasons for these low levels of participation remain largely unknown, observers often recognize that the phenomenon is especially pronounced at the municipal level. This suggests a need to abandon more traditional approaches to voting analysis in favour of studying the act of voting in more symbolic terms, whereby voters display their affinity for a local area and the values it represents. These values tend to vary according to a voter's age. This article therefore aims to understand what it means for youth to vote in municipal elections. The analysis is based on responses to questionnaires as well as the results of six focus groups conducted with electors whose average age was 20.7 and who were studying in Montreal. It highlights the crucial role that the quantity and nature of available political information plays in youth representations. Respondents found municipal politics difficult to understand, inaccessible, and disconnected from any real political project—unlike provincial politics and, to a lesser extent and in a very different way, federal politics. While parental influence helped mobilize some youth, voters and non-voters alike shared a desire to be more informed about municipal affairs.

Keywords: municipal elections, Quebec, information, voting, youth

Pour citer cet article : Breux, S. et S. Vallette (2020). Voter à l'échelle municipale au Québec : significations et portée chez certains jeunes électeurs. *Revue Jeunes et Société*, 4 (2), 50-70. <http://rjs.inrs.ca/index.php/rjs/article/view/190/127>

1. Introduction

Au Québec, moins d'un électeur sur deux se rend aux urnes lors des scrutins municipaux (Lavoie, 2017). Cette réalité, largement documentée dans les écrits (Breux et Couture, 2018) est encore plus frappante chez les jeunes électeurs : à Montréal, lors des élections municipales de 2017, « à peine un jeune électeur sur quatre a voté » (Normandin, 2018). Si ces faits ont conduit les politologues à dresser le profil de l'électorat municipal, les causes de l'abstention demeurent cependant encore largement méconnues (Blais et Loewen, 2011; Couture, Breux, et Bherer, 2014). Par contre, des analyses menées sur des électeurs âgés de 19 à 31 ans ont montré qu'au sein de cette catégorie d'électeurs, l'abstention, pour certains, tendait à être spécifique à cette échelle de gouvernement : ces mêmes électeurs votent à l'échelle fédérale (Dostie-Goulet, Blais, Fournier et Gidgendil, 2013). Selon ces auteurs, le rapport que ces jeunes électeurs entretiennent avec la municipalité est susceptible d'expliquer – en partie du moins – cette abstention sélective.

Par ailleurs, cette faible mobilisation contraste avec une autre caractéristique de l'échelle municipale : cette scène politique est en effet souvent décrite comme une école de la démocratie, laissant penser qu'elle pourrait constituer un niveau idéal de participation politique (Mévellec, 2018). La taille de la municipalité est l'argument fréquemment mis en lien avec cette idée :

La petitesse associée à la démocratie locale entraînerait un effacement des frontières entre gouvernants et gouvernés et, plus généralement, entre les membres d'une même communauté. L'absence de contraintes physiques comparables à celles des paliers supérieurs favoriserait en effet la proximité politique. (Bherer et Quesnel, 2006, p. 4)

Quelle que soit la réalité de cette proximité politique, il n'en demeure pas moins que, au Québec, on tend à attribuer des valeurs spécifiques à l'échelle municipale, ce qui tendrait à la distinguer des autres échelles de gouvernement.

Une telle idée invite à creuser le sens que revêt l'acte de voter à l'échelle municipale pour les électeurs et notamment pour l'électorat plus jeune. Voter est en effet un acte où s'expriment « des valeurs, des choix et des conceptions du monde » (Perrineau, 2007, p. 31) et où coexistent diverses représentations des territoires. L'acte de voter constitue également « un système de contraintes, un ensemble de procédures et une construction symbolique cristallisant un ensemble de croyances » (Monnoyer-Smith, 2007, p. 142). Interroger les significations associées à cet acte semble d'autant plus pertinent que le rapport au politique et aux valeurs qui le sous-tendent semble diverger selon les cohortes (Foa et Mounk, 2016; Tiberj, 2017).

En 2011, Blais et Loewen mettaient en évidence le fait qu'il « rest[ait] encore beaucoup de travail pour comprendre vraiment ce qui incite les jeunes Canadiens à participer ou non aux élections » (p. 21). Une affirmation semblable peut être aujourd'hui réalisée en ce qui concerne l'échelle municipale québécoise : malgré la présence d'analyses du comportement électoral à ce niveau de gouvernement, de nombreuses zones d'ombre demeurent, notamment concernant l'électorat le plus jeune. Au vu de ces différents constats, quel sens détient aujourd'hui l'acte de voter à l'échelle municipale pour les jeunes électeurs québécois ?

L'objectif de notre propos est de fournir des éléments de réponse à cette question. Nous reviendrons tout d'abord sur les caractéristiques de l'électeur municipal. Ces premières réflexions nous conduiront par la suite à exposer les définitions et valeurs associées à l'échelle municipale québécoise. Puis, à partir de la passation de questionnaires et de la réalisation de six groupes de discussions avec des électeurs âgés en moyenne de 20,7 ans et étudiant à Montréal, nous reviendrons sur les représentations associées aux territoires du politique, aux idéaux et à la mobilisation qu'ils suscitent chez cet électorat. Notre recherche met en évidence le rôle crucial que jouent la quantité et la nature de l'information politique dans les représentations tant politiques que territoriales des jeunes. Plus encore, aux yeux de nos répondants, l'échelle municipale est peu lisible, peu accessible et ne sous-tend pas de réel projet politique – contrairement à l'échelle provinciale et dans une moindre mesure et de façon très différente, à l'échelle fédérale. Si l'influence parentale se fait sentir dans la mobilisation de certains, tous nos répondants, qu'ils soient votants ou abstentionnistes, affichent leur volonté d'être davantage informés sur l'échelle municipale. En dépit du caractère exploratoire de la démarche menée, notre enquête ouvre la porte à une réflexion plus vaste, sur l'impact de la qualité et la quantité de l'information politique diffusée à l'échelle municipale au Québec : alors que certains font l'hypothèse de la présence d'un déficit informationnel à cette échelle de gouvernement (Cutler et Matthews, 2005) – hypothèse de travail qui n'a pas fait l'objet de vérifications empiriques – notre recherche fournit quelques éléments de réflexions en lien avec cet aspect.

2. De l'électeur municipal aux significations de l'échelle municipale

2.1 L'électeur municipal : un profil encore à définir

De façon générale, en Amérique du Nord, on s'abstient plus à l'échelle municipale qu'aux autres échelles de gouvernement. La moyenne de la participation électorale à l'échelle de la province oscille ainsi entre 45 et 50 %. Depuis le début des années 2000, de nombreux travaux se sont penchés sur l'identification des variables susceptibles d'expliquer la participation électorale à cette échelle de gouvernement (Couture *et al.*, 2014). Malgré les avancées de ces travaux, les chercheurs sont unanimes : la compréhension de la participation électorale individuelle présente des défis à l'échelle municipale. Deux raisons principales sont avancées pour expliquer les difficultés rencontrées.

D'une part, certains pensent que le contexte institutionnel, propre à l'échelle municipale, influence la mobilisation, si bien que les facteurs explicatifs plus classiques de la participation électorale, tels que l'éducation et le revenu, tendraient à avoir moins de poids à l'échelle municipale qu'aux autres échelles de gouvernement (Couture *et al.*, 2014). De plus, la centralisation des données électorales municipales a longtemps été négligée (Trounstine, 2009; Bherer et Breux, 2011). En effet, les premières initiatives de recherche pour centraliser et systématiser des bases de données utilisables à des fins académiques n'ont vu le jour qu'au début des années 2000.

D'autre part, bien que ces bases de données aient permis de faire grandement avancer les connaissances sur la scène municipale électorale, elles sont souvent réalisées à partir de données agrégées. En l'absence de données individuelles, il nous est seulement possible de souligner que l'électeur municipal est généralement propriétaire de son

logement, plus âgé, plus riche et plus éduqué que la moyenne de l'électorat (Oliver, Ha et Callen, 2012). En dépit de ces limites, des analyses ont démontré l'importance de l'âge dans la décision de se rendre aux urnes (Nakhaie, 2006), et ce, quel que soit le niveau de gouvernement. À notre connaissance, très peu de travaux ont toutefois abordé spécifiquement cette question à l'échelle municipale au Québec : il n'existe ainsi pas de chiffres à l'échelle de la province sur la participation des jeunes électeurs aux scrutins municipaux. Seuls quelques rares chiffres, comme ceux concernant l'élection municipale de 2017 à Montréal sont disponibles : on sait ainsi que le taux de participation à cette élection a été de 24,6 % pour les 18-25 ans, et de 32,1 % pour les 26-35 ans (Normandin, 2018).

Parmi les rares travaux portant sur cette question, l'analyse de Dostie-Goulet *et al.* (2013) est des plus intéressantes. Les auteurs ont en effet mis en évidence que certains jeunes tendent à s'abstenir à l'échelle municipale, alors qu'ils votent aux autres échelles de gouvernement, questionnant le sens et la signification que peut revêtir l'échelle municipale pour les jeunes électeurs. Selon ces auteurs, l'identification partisane, le sentiment d'appartenance, l'intérêt pour la politique et l'expérience des services municipaux sont autant de variables susceptibles d'expliquer les raisons pour lesquelles les jeunes électeurs peuvent décider de s'abstenir à l'échelle municipale, tout en votant aux échelles supérieures de gouvernement.

Certains ont toutefois montré que le lien entre l'âge et la participation électorale est variable, et ce, quelle que soit l'échelle de gouvernement considérée : les électeurs de 18 à 19 ans ont ainsi tendance à voter davantage que les individus âgés de 20 à 24 ans (Bhatti et Hansen, 2012). L'influence des parents contribuerait à expliquer ces différences :

les parents sont des agents de socialisation incontournables : les jeunes électeurs dont les parents votent sont plus prompts à se rendre aux urnes. Ensuite, les chercheurs ont découvert que cette influence se renforçait quand les jeunes habitent toujours dans la demeure familiale. Si les parents votent, le jeune électeur aura une plus forte propension à se rendre aux urnes, et inversement. (Steben-Chabot, 2016, p. 2).

Cette socialisation est d'autant plus importante que l'acte de voter peut être aussi défini par certains comme un rituel, une transition pour les jeunes entre l'âge adulte et l'enfance (Orr, 2004), « une pratique gratifiante avec des aspects symboliques et ludiques » (Perrineau, 2007, p. 31).

D'autres ont montré, aux échelles supérieures de gouvernement, qu'outre les variables socioéconomiques telles que l'âge, la participation électorale en général pouvait être liée à des orientations attitudinales, c'est-à-dire en lien avec l'intérêt et les connaissances politiques. S'il semble exister un certain consensus parmi les chercheurs pour souligner l'importance de l'intérêt politique pour comprendre la participation électorale, la nature de son influence fait débat. Dans le cadre des groupes de discussions menés par Steben-Chabot (2016) auprès de jeunes, il ressort que « peu nombreux sont les répondants qui se disent au courant ou intéressés par la politique » (p. 61), confirmant des éléments mis en évidence par Blais et Loewen (2011). D'autres encore questionnent la définition de l'intérêt politique et dissocient l'intérêt politique de l'acte électoral (Henn, Weinstein et Wring, 2002). En d'autres termes, la participation

politique peut s'exprimer en dehors des urnes et sous différentes formes (Tiberj, 2017; Norris, 2004), et la définition de l'intérêt politique peut aussi diverger selon l'âge.

À cette question de l'intérêt politique s'ajoute celle des connaissances politiques soulevées par Stockemer et Rocher (2017) : selon ces auteurs, les jeunes tendent à détenir moins de connaissances politiques que leurs aînés. Cette question des connaissances politiques va de pair avec le degré d'information disponible, c'est-à-dire la possibilité d'acquérir des connaissances politiques. Le degré d'information constituerait pour Blais et Loewen (2011) l'un des facteurs les plus importants pour expliquer la participation de cet électorat.

De même, en 2011, ces mêmes auteurs notaient qu'au Canada, « les attitudes et les valeurs des dernières générations ne sont pas les mêmes que celles des générations précédentes et que celles-ci ont une grande incidence sur la diminution récente du taux de participation » (p. 21). Le rapport au politique et les valeurs des plus jeunes ont en effet fait l'objet de nombreuses analyses aux échelons supérieurs de gouvernement (Frenette et Vermette, 2011). Dans le cas des élections présidentielles françaises, Tiberj (2017), à partir de l'identification de certaines limites des travaux d'Inglehart (2008) sur les valeurs des nouvelles générations et d'une analyse par cohorte, souligne que les nouvelles cohortes développent un rapport spécifique au politique : « les citoyens de ces nouvelles cohortes ne sont pas en moyenne plus apolitiques que leurs prédécesseurs, au contraire. Ils ont leurs systèmes de valeurs et leurs préférences idéologiques, même s'ils sont moins partisans et changent plus souvent d'alignement électoral » (p. 257). L'analyse de Foa et Mounk (2016) sur le rapport à la démocratie des plus jeunes dans certains pays occidentaux illustre d'ailleurs un tel phénomène. Ces différents constats appellent à questionner plus largement les sens et significations spécifiques que véhicule l'échelle municipale chez les jeunes.

2.2 Sens et significations de l'échelle municipale

Comprendre le sens et les significations de l'échelle municipale québécoise nécessite de remettre en contexte une telle échelle de gouvernement. Il existe au Canada trois échelles de gouvernement : l'échelle fédérale (Canada), l'échelle provinciale (le Québec, dans ce cas-ci) et l'échelle municipale, correspondant au territoire de chacune des municipalités sises sur le territoire provincial. À chaque niveau politique correspondent des compétences spécifiques. Ce rappel de l'architecture politique est important, car il a des conséquences sur l'électeur : plusieurs auteurs ont en effet montré que dans un contexte de gouvernance multiniveaux, les différentes compétences dédiées à chaque niveau de gouvernement peuvent être plus difficilement identifiables et comprises par les électeurs (Cutler et Matthews, 2005).

Cette éventuelle confusion pourrait également être accentuée par le fait qu'au Québec, l'échelle municipale est dépendante de l'échelle provinciale. Bien que des avancements législatifs récents tendent à renforcer l'autonomie du gouvernement municipal vis-à-vis de l'échelle provinciale (projet de loi n° 122) (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2018), l'idée que les municipalités soient des « créatures » des provinces a marqué la façon de penser l'échelle municipale et a pu contribuer, aux yeux de la population, à les réduire à de « simples » pourvoyeuses de services municipaux. L'échelle municipale reste en effet limitée aux enjeux plus concrets du quotidien

(Chiasson et Mévellec, 2014). Ces enjeux peuvent apparaître comme étant plus techniques et moins sujets à débats. L'idée que les municipalités ne s'occupent que des questions d'aqueducs et de ramassage des ordures a par ailleurs été longuement véhiculée, contribuant à ternir en quelque sorte l'image de ce niveau de gouvernement. Plus encore,

les municipalités ont été souvent associées à des enjeux liés à l'habitation. Cette situation a souvent été résumée par l'expression "une démocratie de propriétaires" ou par l'idée que les municipalités offrent avant tout des "services à la propriété" tels que le déneigement, la cueillette des matières résiduelles et la voirie. (Couture et al., 2014, p. 808)

La plus faible présence de partis politiques, en comparaison avec les autres échelles de gouvernement, constitue également une spécificité de l'échelle municipale (environ 150 formations politiques pour quelque 1 100 municipalités [Élections Québec, 2019]). De plus, l'affiliation idéologique de ces formations est peu lisible, car celle-ci ne réfère pas à celles existantes aux échelons supérieurs de gouvernement. Cela sous-entend notamment que contrairement à d'autres pays, il n'y a pas de nationalisation des élections et que ces scrutins s'organisent autour d'enjeux locaux. De tels phénomènes rendent la scène municipale peu explicite pour le néophyte et pose la question de l'accès à l'information : « Parties mobilize citizens by providing information about candidates and policy. Parties also allow voters to economize on political information over the long haul by developing ideological orientations that voters recognize » (Cutler et Matthews, 2005, p.363). Cette quasi-absence de formations politiques renforce l'idée développée par ces auteurs de l'existence d'un déficit informationnel à l'échelle municipale. Ce déficit informationnel se traduirait par le fait que, de façon générale, l'information politique serait, en comparaison avec les autres niveaux de gouvernement, moins volumineuse et d'une qualité inférieure (Breux et Couture, 2018; Cutler et Matthews, 2005). Il faut dire que le traitement médiatique des élections municipales au Québec diverge d'une municipalité à l'autre et que la forme et la nature des plateformes politiques des candidats – lorsqu'elles existent – varient grandement¹. La présence, encore importante, d'élections par acclamation est également susceptible de modifier le traitement médiatique de tels scrutins.

Une autre caractéristique est toutefois susceptible de minimiser l'impact d'une éventuelle circulation déficiente de l'information politique : cette échelle de gouvernement est souvent associée à l'idée de proximité. Ce terme, associé à celui de municipalité, tend à être galvaudé et utilisé différemment selon les contextes, si bien que le définir est un véritable défi. Il est toutefois possible de penser que la proximité constituerait une caractéristique de cette échelle de gouvernement, car elle permettrait, en raison de la petitesse du territoire concerné (en comparaison avec l'échelle provinciale et l'échelle nationale) d'avoir facilement accès aux élus. Mévellec (2018) avance par ailleurs une autre idée : l'idée de proximité est souvent liée à celle de pression sociale, sans toutefois qu'on en sache plus sur cette question. Si ces deux visions peuvent éventuellement s'appliquer à des municipalités de petite taille, elles ne sauraient englober l'ensemble de la réalité du monde municipal. Qu'en est-il,

¹ Voir Bherer et Breux (2011) à ce sujet.

concrètement, de cette soi-disant pression des pairs dans les grandes villes contemporaines et de cette accessibilité aux élus ?

De telles caractéristiques invitent à questionner la façon dont l'électorat le plus jeune tend à concevoir l'acte de voter à l'échelle municipale. Si les recherches mentionnées précédemment laissent entrevoir quelques éléments sur la plus faible mobilisation des plus jeunes, les spécificités du contexte municipal soulèvent de nouvelles pistes de réflexion. D'une part, l'accès à la propriété étant moins courant chez les jeunes, le fait que les municipalités soient souvent rattachées à des enjeux d'habitation pourrait expliquer en partie cette faible mobilisation. D'autre part, si les jeunes tendent à détenir moins de connaissances politiques que leurs aînés, alors la moins grande circulation de l'information politique, si elle est avérée, serait peut-être susceptible d'expliquer également en partie leur participation électorale plus faible. Enfin, si la relation à la municipalité est source d'explication de leur mobilisation, il est possible de se demander comment la pression des pairs et l'accessibilité aux élus s'insèrent dans cette définition pour les jeunes.

Ces différentes pistes de réflexion méritent selon nous d'être approfondies. Comme mentionné précédemment, à notre connaissance, les données individuelles sont rares à l'échelle municipale au Québec, et encore plus lorsqu'il est question des jeunes, un groupe d'âge plus difficilement accessible dans le cadre d'enquêtes scientifiques. Si, certes, l'étude de Steben-Chabot (2016) offre un regard riche et intéressant sur l'échelle municipale québécoise, son analyse se base sur des jeunes abstentionnistes et ne vise pas l'échelle municipale en particulier. D'autres, comme Milner (2008), comparent les comportements et attitudes des jeunes Québécois avec ceux d'autres pays, mais de telles enquêtes ne traitent pas de l'échelle municipale. Enfin, rappelons que les données sur le comportement politique des jeunes à l'échelle municipale au Québec sont rares. Plus encore, la majorité des enquêtes questionnent le fait de voter ou de s'abstenir, mais peu s'attardent au sens et aux significations de l'acte, que la personne soit votante ou abstentionniste.

3. Démarche méthodologique

Concevoir le vote comme un acte spécifique, reflet d'un ensemble de valeurs, sous-entend d'adopter une démarche nécessairement qualitative. Le groupe de discussion apparaît être l'outil de collecte de l'information adéquat (Delli Carpini et Williams, 1994). Notre enquête s'inscrit dans cette lignée et demeure donc exploratoire. Le groupe de discussion possède toutefois des limites, et il est souvent recommandé de le compléter par un autre outil de collecte de l'information (Geoffrion, 2009; Hollander, 2004). Un questionnaire comportant des questions fermées et une question ouverte précédait ainsi la réalisation des discussions.

Pour répondre à notre question de recherche, nous avons réalisé des groupes de discussions avec des jeunes âgés de 18 à 35 ans, scolarisés à Montréal. Ces jeunes ont été recrutés dans des cégeps ou à l'université. Nous avons ciblé autant les établissements publics que privés, autant les établissements francophones

qu'anglophones². Des courriels d'invitation ont été envoyés à l'ensemble des cégeps de la ville de Montréal et à des professeurs d'université enseignant au 1^{er} et au 2^e cycle, dans des départements autres que ceux de science politique, afin d'éviter que les répondants soient des jeunes ayant un intérêt marqué pour la chose publique³.

Notre questionnaire était présenté au tout début de la rencontre à la suite des explications d'ordre éthique. Le questionnaire était constitué de deux parties. Dans la première, on demandait l'âge et le sexe des répondants; la seconde abordait les questions liées au vote à l'échelle municipale. Dans cette partie, on demandait au répondant s'il avait voté aux dernières élections municipales. Si oui, le répondant était invité à répondre aux dix questions suivantes (questions fermées). Dans celles-ci, on demandait au répondant, s'il avait discuté avec des amis ou des proches à la sortie du bureau de vote, s'il était accompagné, les éléments incitatifs à voter, le moment où il se rend aux urnes, le moyen de transport, si cet acte est associé à un autre, si la personne aime aller voter, s'il discute de politique municipale avec ses proches. Pour ceux qui n'étaient pas allés voter, une autre partie du questionnaire s'adressait à eux et les invitait à répondre à quatre questions : il s'agissait d'indiquer pourquoi, selon eux, ils n'étaient pas allés voter, ce qui pourrait les inciter à voter, s'ils parlaient de politique municipale avec leurs proches. L'avant-dernière question demandait à tous les répondants (c'est-à-dire qu'ils aient voté ou non aux dernières élections municipales) de répondre à une question ouverte : *Quels mots vous viennent spontanément à l'esprit lorsque vous pensez à l'acte de voter à l'échelle municipale ?* et la dernière question les invitait à voter sur la question suivante : *Pensez-vous que le vote devrait être obligatoire à l'échelle municipale ?* Cette question visait à faire voter les répondants qui n'auraient pas encore eu cette possibilité lors des dernières élections municipales. Cela s'explique notamment par le fait que notre recrutement visait les personnes ayant 18 ans et plus au moment de l'enquête. Quelques personnes auraient pu ne pas avoir le droit de vote en novembre 2017 (date des élections municipales) en raison de leur âge.

² Pour réaliser ces groupes de discussions, nous avons tout d'abord effectué au sein de notre propre université un groupe de discussion-test avec des étudiants. L'objectif était de tester notre fil argumentatif, mais aussi d'avoir un retour des étudiants sur le processus méthodologique, puisque la totalité d'entre eux sont des étudiants au doctorat, habitués aux questions méthodologiques. Lors de ce groupe test, nous avons testé également notre questionnaire, préalable au groupe de discussion. Ce test s'est avéré fructueux dans le sens où le questionnaire et le fil argumentatif n'ont pas recueilli de critiques, mais des propositions intéressantes ont été recueillies. Plus précisément, les étudiants, ont suggéré de simuler un vote afin que les jeunes de 18 ans qui n'avaient peut-être pas pu voter aux dernières élections puissent « réaliser » l'acte de voter. Ce groupe de discussion-test n'est pas inclus dans l'analyse.

³ Le processus de recrutement s'est avéré un peu plus ardu que prévu. Après avoir obtenu le certificat éthique au sein de notre propre institution, la plupart des cégeps nous ont demandé de faire une demande à leur propre comité éthique, de ne pas entrer en contact avec les professeurs et de faire le recrutement nous-mêmes. D'autres cégeps, au contraire, ont manifesté leur intérêt à proposer cette activité et à nous aider à recruter. Notre mode de recrutement s'est donc adapté à la réalité de chacun des cégeps participants. De façon générale, le recrutement, tant au sein des cégeps que dans les universités, fut assez lent. Par ailleurs, il est vite apparu que notre enquête devait s'adapter à l'emploi du temps de la population ciblée : les plages horaires disponibles étaient l'heure de pause du midi, et lorsque le groupe de discussion pouvait avoir lieu dans le cadre d'un cours, le temps maximum disponible était également d'une heure, parfois une heure trente. L'articulation de nos groupes de discussions et du questionnaire a donc été pensée pour pouvoir être réalisée dans un temps maximal de 60 minutes.

Le fil argumentaire du groupe de discussion comportait une première question, dite « d'accroche » visant à briser la glace (Geoffrion, 2009). Il s'agissait de demander aux répondants ce qu'ils pensaient de la possibilité de voter par Internet, mesure qui existe à l'échelle municipale en Ontario. Ensuite, un bulletin de vote papier leur était présenté afin de les inviter à exprimer les valeurs auxquelles ce bulletin faisait référence selon eux. Ces premières discussions ouvraient la porte à une discussion sur les valeurs associées à chaque niveau de gouvernement : cette question était considérée comme la question centrale du groupe de discussion. Plusieurs sous-questions, considérées comme des questions de relance, étaient associées à cette question générale (caractère souvent non partisan de l'échelle municipale, organisation matérielle du scrutin municipal, discussions politiques). La discussion se clôturait par une question sur les moyens à mettre en œuvre pour augmenter la participation politique à l'échelle municipale.

Notre échantillon final se compose de 31 répondants répartis sur 6 groupes de discussions, réalisés entre le 13 mars et le 28 septembre 2018. Chaque groupe compte de 3 à 8 répondants, au sein de 3 cégeps (pour un total de 5 groupes de discussion) et une université (un groupe de discussion). La moyenne d'âge de nos groupes de discussions est de 20,7 ans (tableau 1).

Tableau 1. Répondants ayant déclaré avoir voté ou non aux dernières élections municipales, selon l'âge et le nombre de répondants

| Âge | Nombre de répondants | Répondants ayant déclaré avoir voté aux dernières élections municipales | Répondants ayant déclaré ne pas avoir voté aux dernières élections municipales |
|-----------------------|----------------------|---|--|
| 18 | 7 | 1 | 6 |
| 19 | 8 | 4 | 4 |
| 20 | 5 | 3 | 2 |
| 21 | 4 | 4 | 0 |
| 22 | 1 | 0 | 1 |
| 23 | 2 | 1 | 1 |
| 24 | 1 | 1 | 0 |
| 26 | 1 | 0 | 1 |
| 30 | 1 | 0 | 1 |
| 32 | 1 | 1 | 0 |
| Moyenne : 20,7 | Total : 31 | Total : 15 | Total : 16 |

L'échantillon est composé de 13 hommes, 17 femmes et d'une personne qui n'a pas souhaité identifier son genre. Quinze répondants sur 31 disent avoir voté aux dernières élections municipales, soit un taux de participation de 48,4 % aux dernières élections municipales. Ce taux est supérieur au taux de participation moyen de l'ensemble de la population à l'échelle provinciale (Breux et Couture, 2018). Les participants ont ainsi

répondu au questionnaire (15-20 minutes) et ont par la suite participé à la discussion (entre 28 et 42 minutes). Par ailleurs, si 31 répondants ont rempli le questionnaire, une personne a quitté le groupe de discussion – ayant oublié qu'elle avait un rendez-vous. Au sein des groupes de discussion, seule une personne sur les 30, bien que présente, ne s'est pas exprimée et n'a pas participé aux discussions.

Cet échantillon présente des limites. Premièrement, il est uniquement constitué d'étudiants inscrits dans des établissements différents, choisis en fonction de la catégorie d'âge à laquelle ils appartiennent, celle des 18-35 ans. Ce choix résulte de la difficulté à rejoindre l'électorat le plus jeune : les institutions scolaires ont donc été la porte d'entrée privilégiée.

Deuxièmement, si l'entrée par l'âge comporte, certes, de nombreuses limites (voir à ce sujet les réflexions de Tiberj, 2017, chapitre 1), la catégorie 18-35 ans a été reprise de différentes enquêtes menées sur les jeunes au Québec (Élections Québec, 2012; Steben-Chabot, 2016). Nous avons donc opté pour une définition large de la catégorie « jeune électeur », tout en étant conscients que la plupart des analyses en science politique scindent cette catégorie en deux : les 18-24 ans et les 25-34 ans. Nos répondants entrent toutefois majoritairement dans la catégorie des 18-24 ans (28 répondants sur 31 entrent dans cette catégorie)⁴.

Ce choix était aussi motivé par l'idée que tant au cégep qu'à l'université, les groupes d'âge sont variés selon les profils et que cette variété était difficile à anticiper. Les universités et cégeps regroupent en effet des jeunes qui peuvent habiter ou ne pas habiter à Montréal, avoir voté (ou non) à Montréal ou ailleurs, être inscrits dans un parcours scolaire atypique, régulier ou professionnel, être dans une situation de retour aux études ou non, etc.

L'analyse s'est effectuée en deux temps. Dans un premier temps, une « lecture flottante » (Baribeau, 2009) des propos des groupes de discussions, retranscrits dans leur intégralité, a été opérée. Cette lecture flottante a fait émerger les thèmes communs. Dans un deuxième temps, nous avons procédé à une analyse plus systématique en fonction des thématiques qui émergeaient au fil des discussions, que nous avons mises en lien avec les réponses fournies aux questionnaires.

4. Entre pression parentale, manque d'information et recherche d'un projet politique

Les questionnaires et discussions réalisés ont mis en évidence tant le sens de l'acte de voter, les significations de l'échelle municipale, ainsi qu'un ensemble de limites, selon les participants, de la démocratie municipale au Québec.

Chez les votants et les non-votants, parmi les raisons qui incitent les répondants à se rendre aux urnes, la première est liée au devoir de citoyen, puis ensuite au fait que c'est un droit dont il faut profiter, et finalement, que « le vote peut faire la différence ». Les abstentionnistes déclarent majoritairement ne pas avoir voté en raison de contraintes de temps liées au travail ou aux études. Aucun répondant ne fait allusion à une autre

⁴ Hormis pour une réponse à une question, la différence d'âge entre les répondants appartenant à la première catégorie et ceux appartenant à la seconde n'a pas été visible. Cette situation sera illustrée dans la partie suivante.

forme de participation ou à un dénigrement de l'acte de voter, même si certains considèrent que : *It's just a stupid duty, you should go and do it. I usually do it before I am going to work or something if I can* (Hal).

Lorsque nous avons demandé aux répondants ce qu'ils pensaient du vote électronique disponible dans certaines municipalités ontariennes, tous ont plébiscité cette méthode de votation. Les arguments évoqués ont trait à la facilité de poser ce geste à partir de son téléphone, notamment pour les personnes qui ne pourraient pas se rendre aux urnes. Un consensus est d'ailleurs atteint au sein des six groupes de discussions sur l'idée que le vote par Internet augmenterait nécessairement la participation électorale, notamment chez les jeunes. Si les discussions à ce sujet ont par ailleurs soulevé des interrogations quant à la sécurité d'un tel mode de votation, d'autres ont mis en évidence que le vote en ligne contribuerait à dénaturer l'expérience du vote. Certains soulignent en effet que « toucher le bulletin » change quelque chose et soulèvent l'idée que voter en ligne pourrait être alors assimilé à un sondage sur un réseau social et minimiserait, de fait, l'importance de cet acte et ses conséquences. D'autres affirment que le vote par Internet ne permettrait pas d'avoir le sentiment d'appartenir à une communauté : *I feel like the sense of, you will lose the sense of ...like..., community as comparative going to... like your local place* (Samantha). D'autres encore ont mis en évidence le côté agréable, voire reconfortant, de se rendre au bureau de vote :

comme je disais tout à l'heure il y a comme une symbolique du vote, puis c'est la symbolique que tous les citoyens se réunissent parce que, comme une fois par 3 ans, 4 ans, ils ont envie d'avoir quelque chose à dire, puis ça fait du bien d'aller et de voir que ton voisin aussi il a envie de dire son mot, puis ta voisine qui vient avec ses enfants, genre le prof, le commerçant du coin, tout le monde est réuni dans l'école primaire pour voter. Puis, c'est un peu rassurant, là, moi je trouve ça reconfortant. (Bastant)

Par ailleurs, certains ont souligné qu'ils ne se sentaient pas encore assez adultes pour voter.

À la question ouverte du questionnaire qui proposait d'indiquer des mots associés à l'acte de voter à l'échelle municipale, 27 répondants sur 31 ont fourni une réponse. Au sein des réponses, il n'y a pas de distinction nette entre les mots retenus par ceux qui ont voté aux dernières élections et ceux qui ne se sont pas prévalus de leur droit de vote. Une personne ayant déclaré avoir voté indique même à cette question qu'elle est indécise et manque d'intérêt pour cette échelle de gouvernement, tandis qu'une personne qui s'est déclarée abstentionniste, souligne que l'acte de voter à l'échelle municipale réfère à un *city improvement*. De façon générale, près de la moitié des réponses à cette question sont en lien avec l'exercice du droit de vote (démocratie, droit, devoir, pouvoir, impact, opinion, choix). Les autres réponses réfèrent à des enjeux d'ordre municipal (transport, urbanisation, taxes et même corruption [allusion aux scandales qu'a notamment contribué à révéler la Commission Charbonneau à la fin des années 2000]).

Si l'acte de voter en général est associé à la démocratie, celui-ci semble prendre un sens spécifique lorsqu'effectué à l'échelle municipale, notamment au regard des raisons motivant l'acte. Parmi les 15 répondants qui ont déjà exercé leur droit de vote à l'échelle municipale, ceux-ci indiquent qu'ils le font pour faire plaisir à leurs parents. Un

participant mentionne ainsi que l'échelle municipale est importante pour ses parents, parce que ceux-ci paient des taxes, mais que pour lui, cette importance est toute relative :

I think it's more important for my parents. Because they are the one who pays taxes and for the house and our life so, I don't have my own house so I don't have to worry about how much it costs, but for them, like, it's something ... come more expensive. Yeah, I vote for my parents, like basically I know. (Massimo)

À ce titre d'ailleurs, les réponses fournies au questionnaire indiquent que la majorité d'entre eux étaient accompagnés (12/15) et le groupe de discussion a révélé que les accompagnateurs étaient leurs parents : *Moi, en général, quand j'y vais, j'y vais avec mes parents. Tu sais, on y va en famille* (Mustang). De plus, le fait de voter reste pour certains répondants associés à une forme de pression exercée par les parents : *J'étais juste là avec ma mère, puis là, elle [n]arrêtait pas de me demander pour qui j'allais voter, puis on a attendu une demi-heure en ligne, puis j'étais juste comme pas, down, j'étais pas, je voulais pas être là, puis j'étais juste comme, ben là* (Jay Malatesta), allant même jusqu'au choix qui s'effectue dans l'urne : *You follow what your parents say, I agree, your mom told you or your father told you to go vote for this person. O.K., I go vote, I don't even know the person is, to be honest. That normally what it is* (Samantha).

D'autres soulignent que le choix qu'ils ont réalisé dans l'urne tenait à des raisons qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme étant assez artificielles : *Tu sais, quand je suis allée au bureau de vote, il y avait toutes les, toutes les, les candidats qui étaient autour et qui serraient la main de tout le monde à l'entrée du bâtiment.* [Rire] *Puis moi je suis arrivée pour ça, voter, puis j'étais juste genre "Sa cravate était belle, là!"* [Rire] (Lizardo Queen). Un même constat est réalisé par ce participant : *J'ai fait la même chose, y'en a un qui m'a serré la main dans le métro, il avait un beau sourire, j'ai voté pour lui. J'ai aucune idée c'est quoi le parti* (Bastant). Ces explications sont à mettre en lien avec l'importance que détiennent à leurs yeux l'échelle municipale, mais également avec la lisibilité de cette échelle que les participants ont mise en évidence dans les discussions.

En effet, pour nos répondants, l'échelle municipale semble détenir moins d'importance que l'échelle provinciale ou l'échelle fédérale, ces deux dernières échelles étant considérées comme des échelles majeures. Ce degré d'importance moindre s'exprime de différentes manières, souvent en lien avec les pouvoirs associés à cette échelle de gouvernement :

Je trouve qu'on dirait qu'on participe à un plus gros changement quand on vote au provincial qu'au municipal. (Sarah)

I think so, no, because at the end of the day, the provincial government as control over, the municipal gonna be all right. So, I find like it's useless to have a municipal government [...] I think they're just there to run, do little things so... ». (Angelo)

Je ne sais pas, moi j'ai comme plus l'impression que la hiérarchie politique est faite comme, les municipalités gèrent ce qui est, pas facultatif, mais négligeable, mais si ce n'est pas vraiment bien fait, il n'y aura pas mort d'homme [...]. (Lunettes)

Cette importance relative n'empêche toutefois pas certains participants de considérer que l'échelle municipale est l'échelle de la proximité, sans que cela suffise à en faire un véritable projet politique. À cette importance moindre s'ajoute un problème de lisibilité de cette scène municipale :

Mais je trouve qu'on dirait qu'au municipal c'est comme un cafouillis. Il y a énormément de paliers, on sait plus tout à fait pour qui on vote tant qu'au... [...] Je ne sais pas s'il y a un défaut ou pas, mais au provincial puis au fédéral c'est plus évident la direction vers laquelle notre vote s'en va, tandis que, ouais c'est ça, au municipal il y a tellement d'instances différentes pour lesquelles on est appelé à voter que ça devient difficile de s'y associer puis de s'identifier dans le fond. (Mathieu)

Cette difficulté à se repérer et à comprendre cette scène politique est associée également à une absence de repères idéologiques forts : *c'est que moi la grosse différence, c'est que mettons au provincial/fédéral, je vais voter plus idéologique, je vais voter un parti que je suis en accord avec ses idées.* (Bastant)

Les discussions avec les participants ont par ailleurs clairement montré qu'un des problèmes selon eux de la scène politique municipale au Québec résidait dans la circulation de l'information. La majorité des répondants soulignent ainsi qu'ils se réfèrent souvent à leurs parents pour avoir de l'information, car c'est rare qu'ils le fassent par eux-mêmes. L'absence d'information facilement accessible est un argument qui est revenu à plusieurs reprises dans les discussions : *implementing more information like in school and, because there is nothing, absolutely nothing [...] Unless you're like really into it, then you make your own like research online and try to figure out who it is, but most like they don't even think that of us*" (Samantha). Un autre répondant déplore que dans ses cours au secondaire, on ne lui a jamais parlé de politique municipale, et qu'au cégep seul un de ses professeurs l'a fait. Cette absence d'information est revenue de façon systématique dans tous les groupes de discussions réalisés, soulignant également une difficulté de compréhension : « *J'ai pas voté aux dernières élections municipales, [...] Puis je trouvais ça vraiment compliqué, j'étais comme, on dirait qu'il y a tellement de gens pour qui voter, on dirait que je ne comprenais pas* » (Emma). Un autre répondant souligne « *C'est souvent très difficile pour moi de choisir pour qui je vais voter, parce que j'ai de la misère à comprendre et à différencier leur point de vue* » (Mustang).

D'autres soulignent encore qu'ils ont l'impression que l'offre électorale est toujours la même ou sont déçus des enjeux débattus lorsqu'ils prennent le temps de s'informer⁵. Certains avouent se sentir un peu exclus de la démocratie municipale. Néanmoins au sein de l'échantillon, ce point de vue demeure minoritaire.

⁵ C'est le seul moment où un membre de notre échantillon appartenant à la catégorie d'âge 25-34 ans se distinguait des autres répondants par le fait qu'il avait décidé de prendre le temps de s'informer. Son propos confirme toutefois les propos des membres plus jeunes de notre échantillon : *Moi aux dernières élections lorsque je me suis décidée à m'informer, à faire un choix éclairé, je me suis tapé les entrevues à Radio-Canada avec les principaux chefs de parti et je pense qu'ils ont passé 15 minutes avec chacun des deux candidats à parler de déneigement. Là, je capotais, j'étais come "Ok, mais je m'en fous du déneigement pour vrai" [...] j'étais fâchée* (Juno).

5. Voter à l'échelle municipale : un nécessaire apprentissage

Les résultats issus des questionnaires et groupes de discussions réalisés auprès de notre échantillon permettent de saisir plusieurs aspects du rapport que l'électorat le plus jeune entretient avec le vote et avec l'échelle municipale. Plus encore, les résultats invitent à creuser la présence d'un déficit informationnel à cette échelle de gouvernement et son impact sur l'électorat le plus jeune.

En effet, l'acte de voter est rarement remis en question par les répondants : il symbolise l'appartenance à la démocratie et est associé tant à l'idée d'un droit que d'un devoir. Nos répondants soulignent toutefois l'idée que le vote est une expérience spécifique. Cette précision est apportée lorsqu'est abordé le vote par Internet plus précisément. Si cette méthode de votation en ligne est en effet largement plébiscitée, nombreux sont ceux qui, parmi les votants, affirment qu'ils aiment se rendre au bureau de vote pour exercer ce droit (12/15)⁶. Cette affirmation renvoie aux travaux qui mettent en évidence la spécificité, notamment symbolique, du geste électoral, soulignant « un geste politique faisant l'objet d'une forte valorisation symbolique et déployant un protocole rituel spécifique et chargé de significations multiples » (Perrineau, 2007, p. 32). Les participants soulignent l'idée d'une forme de sentiment d'appartenance à un territoire, à une communauté qui se crée, mais également au passage à l'âge adulte, illustrant les propos de Orr à ce sujet : *The aesthetic element of the drawing people back to school or gathering them in community halls to take part in the ritual of voting is blatant. Schools remain central to the construction of civic identity, but also to the liminal transition between childhood and adulthood* (Orr, 2004).

Cette affirmation renvoie également au vote électronique, et aux modifications de sens qu'un tel mode de votation serait susceptible d'apporter. Selon Monnoyer-Smith (2007), l'exploitation de nouveaux outils techniques est susceptible de contribuer à « une redéfinition du rôle des rituels actuels [...] et à une invention de nouveaux rituels » (p. 146). Cette redéfinition symbolique n'est pas discutée au sein de notre échantillon. L'aspect le plus souvent mis de l'avant est celui de l'accessibilité plus grande qu'offrirait ce mode de votation et, par conséquent sa capacité à mobiliser davantage de personnes. Toutefois, de récentes études portant sur les municipalités ontariennes, où le vote par Internet est possible à l'échelle municipale, ont en effet montré que, contrairement à une idée reçue – largement partagé par les membres de notre échantillon – le vote électronique 1) n'augmente pas de façon substantielle la participation électorale (les augmentations se situent généralement entre 2 et 4 points) (Goodman, McGregor, Couture et Breux, 2018), et 2) est surtout utilisé par les électeurs de 50 ans et plus : les jeunes préfèrent le bulletin papier (Goodman et Pyman, 2016). De telles réflexions confirment le fait que l'acte de voter n'est pas anodin et qu'une pluralité de possibilité de mode de votation constitue une avenue qui semble des plus pertinentes pour favoriser la participation, et ce, quel que soit l'âge de l'électorat.

Certains répondants avouent par ailleurs qu'ils n'ont aucune idée des candidats et de leurs programmes, mais votent selon ce que leur disent leurs parents. Nos répondants

⁶ Il est toutefois possible que le fait d'aimer aller voter soit lié au fait que ce soit leur première expérience de vote et l'on sait que cette première expérience est souvent positive (Bhatti et Hansen, 2012).

sont très transparents⁷ face à cette pression parentale, ce que résume très bien ce participant :

c'est juste comment tu as été élevé. Ma mère, elle me textait à tous les jours pour me dire "N'oublie pas d'aller voter, n'oublie pas d'aller voter". C'est elle qui m'a inscrite sur les listes, c'est elle qui me téléphonait puis disait : "Ouais, t'as pas répondu à mon dernier message texte, comme quoi tu devais aller voter. As-tu oublié qu'il fallait que t'aïlles voter ?" (Bastant).

Ces propos confirment l'importance de la socialisation au vote par les parents, déjà mis en évidence par exemple par Gidgendil, Wass et Valaste (2016) et Bhatti et Hansen (2012). Cette pression parentale est intéressante, car elle peut induire une forme de reproduction, notamment dans la conception des différentes scènes politiques.

D'autres répondants ont en effet également fait référence à cette pression parentale pour expliquer à quel point l'échelle municipale est moins importante que d'autres échelles dans l'histoire politique de leur famille. Certains réfèrent ainsi à leur histoire familiale pour illustrer le fait que l'échelle municipale est souvent oubliée des discussions : *Tu sais, je pense, par exemple, à dans ma famille, ça a toujours été, l'enjeu était toujours au niveau de l'élection provinciale. Je n'entendais pas vraiment parler du municipal, peut-être un peu du fédéral, mais même là, l'enjeu était [provincial] (Juno).* Dans un même ordre d'idées, voter à l'échelle municipale détient toutefois un sens spécifique pour les participants de notre échantillon, principalement basé sur une représentation hiérarchique des différents niveaux de gouvernement. L'échelle politique qui semble la plus significative, aux yeux de nos répondants, est l'échelle provinciale. Cela semble s'expliquer par la socialisation familiale d'une part, mais également par une lisibilité plus grande de cette échelle politique. La hiérarchie des territoires politiques est à leurs yeux très clairs : l'échelle provinciale est la plus importante, l'échelle fédérale est lointaine et tournée vers l'international, mais l'échelle municipale ne détient pas une telle importance et la caractériser est difficile : elle semble anodine, voire anecdotique. Un répondant utilise cette métaphore : *le municipal c'est plus comme un enfant cadet, puis le provincial c'est intermédiaire et le fédéral c'est comme le parent (Lunettes).*

Si l'échelle municipale est perçue comme un niveau politique où l'accès aux élus est plus facile qu'aux autres échelons, cela ne suffit pas à créer un sens, voire un attachement à cette échelle ou plus exactement au territoire de la municipalité. Les membres de notre échantillon semblent rechercher un projet politique pour la municipalité. La proximité ne suffit pas à incarner un tel projet. Plus encore, les répondants n'hésitent pas à dire qu'il est facile de voter à l'échelle provinciale, en raison de référents idéologiques clairs, contrairement à la scène politique municipale. Si ces affirmations peuvent peut-être s'expliquer notamment par le fait que l'expérimentation des services, comme le soulignent tant Dostie-Goulet *et al.* (2013) que Couture *et al.* (2014), n'est peut-être pas encore réelle ou consciente, une autre enquête montre que si la variable propriétaire semble significative dans le fait de se rendre aux urnes à l'échelle municipale, c'est parce

⁷ Les choix méthodologiques opérés pourraient induire un biais de désirabilité sociale chez nos répondants. Néanmoins, le fait que la moitié d'entre eux aient dit ne pas avoir voté, et que certains d'entre eux n'ont pas hésité à mentionner qu'ils ne savaient pas pour qui ils avaient voté, laissent penser que si ce biais a existé, il a été minimal.

qu'elle permet aux électeurs d'accéder à un niveau d'information politique plus élevé (Couture, Breux et Gélinau, 2018).

Ainsi, la question de l'information est importante et explique en grande partie les représentations exprimées par les répondants. Plusieurs disent clairement qu'il faut faire un effort pour s'informer, car l'information ne vient pas à eux⁸. Et lorsqu'elle est présente, il reste souvent beaucoup de confusions. Les répondants s'en remettent donc à leurs parents. Cette réalité soulève deux éléments : le rôle de la socialisation au vote et le rôle de l'information et de l'apprentissage du système politique municipal.

On sait en effet que les parents jouent un rôle important dans la socialisation au vote de leurs enfants. À l'échelle municipale, ce rôle de socialisation prend toutefois une coloration différente, car cette socialisation au vote est dépendante également de la participation électorale du/des parents à cette échelle de gouvernement et l'on sait qu'une personne sur deux tend à s'abstenir à cette échelle de gouvernement. Cela laisse penser qu'une façon d'augmenter la participation électorale des jeunes est probablement de faire en sorte d'augmenter celle de leurs parents.

Par ailleurs, les discussions ont montré qu'il y avait un terreau fertile pour susciter l'intérêt chez nos répondants pour la scène municipale : ceux-ci sont en demande tant d'informations facilement accessibles et compréhensibles que d'une ouverture à leur participation. En d'autres termes, pour certains de nos répondants, le désintérêt, parfois énoncé, semble être la conséquence du manque d'informations, comme cela a déjà été suggéré dans d'autres contextes (Conseil permanent de la jeunesse, 2009). Bien qu'il existe différents programmes pour initier les jeunes aux votes (Électeurs en herbe, simulation électorale, etc.), les interventions de nos participants laissent penser que l'école serait probablement l'endroit le plus adéquat pour apprendre et s'informer sur cet échelon politique. Les répondants de notre échantillon suggèrent en effet d'être davantage socialisés à cette réalité, notamment au sein de leur parcours scolaire :

On ne sait pas vraiment de comment, comment ça fonctionne la politique parce que personne n'en parle vraiment. C'est juste, comme à l'école, rendu au cégep, maintenant que j'ai un cours de politique, notre prof de philo aussi nous en parle, puis tu sais c'est là qu'on sait c'est quoi vraiment, là. Au secondaire, on ne sait rien là, on n'est pas comme instruits à ça; on n'est pas instruits. (Luna)

Cette idée réfère notamment aux travaux qui considèrent le vote comme un rituel : l'acte de voter résulte d'un apprentissage (Faucher et Hay, 2015). Si l'on devient électeur du jour au lendemain en changeant de catégorie d'âge, l'apprentissage s'inscrit, lui, sur le temps long. Ces deux éléments ne sont pas sans rappeler les suggestions évoquées par Milner (2008), dans sa comparaison des connaissances politiques des jeunes Québécois avec les jeunes Américains : l'importance d'avoir des cours d'instruction civique qui traitent, entre autres, de l'échelle municipale. Cet élément a été confirmé par les participants à notre enquête, et ce, à plusieurs reprises.

Ces conclusions ne s'appliquent bien entendu qu'à notre échantillon, et sont par conséquent limitées. Tant les questions linguistiques, la participation électorale, l'origine sociale, la diversité d'âge, l'établissement de scolarisation, la mobilisation des

⁸ Cette idée n'est pas sans lien avec la théorie de l'électeur rationnel que nous avons déjà explorée ailleurs (Breux et al., 2017).

parents, le fait même d'avoir choisi de participer à notre discussion, le contexte social de réalisation des groupes de discussion, sont autant d'éléments qui mettent en évidence les biais que contient notre échantillon. Une analyse plus fine des valeurs exprimées, en lien avec les travaux de Tiberj (2017) et de Inglehart (2008), à partir d'un échantillon plus vaste, reste à faire.

Notre enquête permet toutefois d'avoir un aperçu du sens que peut revêtir une échelle politique spécifique chez une tranche de l'électorat souvent difficile à rejoindre. Elle confirme par ailleurs ce que d'autres ont montré aux échelles supérieures de gouvernement au regard de la participation des jeunes, à savoir de l'importance 1) des parents; 2) de l'information; 3) de l'instruction civique. Elle se distingue toutefois des autres enquêtes en se focalisant sur le sens et les valeurs associées à l'échelle municipale chez les votants et les non-votants, plus que sur les facteurs explicatifs de la participation électorale ou de l'abstention. Si ces résultats tendent à minimiser la spécificité de l'échelle municipale souvent mise de l'avant, il est permis de penser que la présence éventuelle d'un déficit informationnel à cette échelle est susceptible de freiner davantage l'électorat le plus jeune dans leur mobilisation, dans la mesure où leur accès à l'information est dépendant du degré d'information que détiennent leurs parents, principales sources d'information citées au sein de notre échantillon. Si la disponibilité plus grande de l'information n'est certes pas un gage de participation électorale, elle peut toutefois participer à la réduction du « coût » du vote pour l'électeur (Breux, Couture et Goodman, 2017). L'ensemble de ces réflexions invite à se demander dans quelle mesure les réponses de nos répondants témoignent d'un problème plus vaste liée à la diffusion de l'information politique à l'échelle municipale québécoise en général.

Bibliographie

- Bhatti, Y. et K. M. Hansen (2012). Leaving the Nest and the Social Act of Voting : Turnout among First-Time Voters. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 22 (4), 380-406.
- Baribeau, C. (2009). Analyse des données des entretiens de groupe. *Recherches qualitatives*, 28 (1), 133-148.
- Bherer, L. et L. Quesnel (2006). La ville : laboratoire des enjeux démocratiques contemporains. *Politique et Sociétés*, 25 (1), 3-11.
- Blais, A. et P. Loewen (2011). *Participation électorale des jeunes au Canada*. Retrieved from Élections Canada, Ottawa.
<https://bdp.parl.ca/content/lop/TeachersInstitute/ParticipationElectoraleDesJeunes-f.pdf>
- Bherer, L. et S. Breux (2011). Démocratie locale et élections : prémices d'une comparaison. In S. Breux et L. Bherer (2011). *Les élections municipales au Québec : enjeux et perspectives* (p. 1-29), Québec : Presses de l'Université Laval.
- Breux, S., J. Couture et N. Goodman (2017). "Fewer voters, higher stakes? The applicability of rational choice for voter turnout in Quebec municipalities." *Environment and planning C : Government and Policy* 35 (6), 990-1009.

- Breux, S. et J. Couture (2018). *Accountability and Responsiveness at municipal level: Views from Canada*. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Chiasson, G. et A. Mévellec (2014). Les élections municipales québécoises de 2013 : quelle spécificité québécoise ? *Canadian Journal of Urban Research*, 23 (2), 9-17.
- Conseil permanent de la jeunesse (2009). *La politique municipale chez les jeunes : une passion héritée ou un désintéret avoué ?* En ligne : <https://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/publications-cpj/documents/democratie/pmunicipale.pdf>
- Couture, J., S. Breux et L. Bherer (2014). Analyse écologique des déterminants de la participation électorale municipale au Québec. *Canadian Journal of Political Science*, 47 (4), 787-812.
- Couture, J., S. Breux et F. Gélinau (2018). *Le rôle de l'information dans la participation électorale à l'échelle municipale*. Conférence réalisée au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Québec, 23 mars.
- Cutler, F. et J. Matthews (2005). The Challenge of Municipal Voting : Vancouver 2002. *Canadian Journal of Political Science*, 38 (2), 359-382.
- Delli Carpini, M. et B. Williams (1994). The Method is the Message : Focus Groups as a Method of a Social, Psychological, and Political Inquiry. In M. H. Delli Carpini, L., Shapiro, R. (dir.), *Research in Micropolitics: New Directions in Political Psychology* (vol. 4) (p. 57-85). Greenwich, CT : JAI Press.
- Dostie-Goulet, E., A. Blais, P. Fournier et E. Gidgendil (2013). L'abstention sélective ou pourquoi certains jeunes qui votent au fédéral boudent les élections municipales. *Canadian Journal of Political Science*, 45 (4), 909-927.
- Élections Québec (2012). *La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois. Une recherche exploratoire de l'Institut du Nouveau Monde*. En ligne : <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6438.pdf>
- Élections Québec (2019). Partis politiques. En ligne : <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/municipal/repag/consultation-partis-politiques.php>
- Faucher, F. et C. Hay (2015). Les rituels de vote en France et au Royaume-Uni. *Revue française de science politique*, 65 (2), 213-236.
- Foa, R. S. et Y. Mounk (2016). The Democratic Disconnect. *Journal of Democracy*, 27 (3), 5-17.
- Frenette, M. et Vermette, M-F. (2011). L'humour comme stratégie de communication ? Le cas des élections municipales 2009 au Québec. *Revue de communication sociale et publique*, 6, 1-22.
- Geoffrion, P. (2009). Le groupe de discussion. In B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (5^e éd.) (p. 391-414). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gidgendil, E., H. Wass et M. Valaste (2016). Political Socialization and Voting : The Parent-Child Link in Turnout. *Political Research Quarterly*, 69 (2), 373-383.

- Goodman, N., M. McGregor, J. Couture et S. Breux (2018). Another Digital Divide? Evidence that Elimination of Paper Voting could Lead to Digital Disenfranchisement. *Policy and Internet*, 10 (2), 164-184.
- Goodman, N. et H. Pyman (2016). *Internet Voting Project Report: Results from the 2014 Ontario Municipal Elections*. En ligne : http://www.centreforedemocracy.com/wp-content/uploads/2016/08/IVP_Report.pdf
- Henn, M., M. Weinstein et D. Wring (2002). A generation apart? Youth and political participation in Britain. *British Journal of Politics and International Relations*, 4 (2), 167-192.
- Hollander, J. (2004). The Social Contexts of Focus Groups. *Journal of Contemporary Ethnography*, 33 (5), 602-637.
- Inglehart, R. (2008). Changing Values among Western Publics from 1970 to 2006. *Western European Politics*, 31 (1-2), 130-146.
- Lavoie, J. (2017, 9 octobre 2017). Le défi d'encourager le vote aux élections municipales. *Radio-Canada*. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1060020/defi-participation-vote-jeunes-elections-municipales-quebec-2017>
- Mévellec, A. (2018). Accountability and Local Politics : Contextual Barriers and Cognitive Variety. In S. Breux et J. Couture (dir.), *Accountability and Responsiveness at the municipal level: views from Canada* (p. 153-174). Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Milner, H. (2008). La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. In M. Venne et M. Fahmy (dir.) *L'annuaire du Québec 2008*. Montréal: Institut du Nouveau monde.
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. (2018). *Document d'information sur la loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (PL-122)*. En ligne : https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation_municipale/democratie_municipale/democratie_municipale_participation_citoyens_pl_122.pdf
- Monnoyer-Smith, L. (2007). Derrière l'urne, le citoyen : les rituels de vote sont-ils intangibles? In A. Dahmani, J. Do-Nascimento, J.-M. Ledjou et J.-J. Gabas (dir.), *La démocratie à l'épreuve de la société numérique* (p. 139-148). Paris : Karhalla.
- Nakhaie, M. R. (2006). Electoral participation in municipal, provincial and federal elections in Canada. *Canadian Journal of Political Science*, 39 (2), 363-390.
- Norris, P. (2004). "The evolution of election campaigns: Eroding political engagement?", Conference Paper, Political Communication in the 21st Century, St Margaret's College, University of Otago, New Zealand. 1-27.
- Normandin, P.-A. (2018, 21 juin 2018). Élection à Montréal : à peine un jeune sur quatre a voté. *La Presse*. En ligne : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201806/21/01-5186694-election-a-montreal-a-peine-un-jeune-sur-quatre-a-vote.php>

- Oliver, E. J., S. Ha, et Z. Callen (2012). *Local Elections and the Politics of Small Scale Democracy*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.
- Orr, G. (2004). The Ritual and Aesthetic in Electoral Law. *Federal Law review*, 32, 425-450.
- Perrineau, P. (2007). Les usages contemporains du vote. *Pouvoirs*, 2001 (1), 29-41.
- Steben-Chabot, J. (2016). « *Ça me tentait pas* » : exploration des mots des jeunes abstentionnistes au Québec. Une analyse qualitative de l'abstentionnisme chez les jeunes électeurs québécois. En ligne : http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/27930_analyse_abstentionnisme_web.pdf
- Stockemer, D. et F. Rocher (2017). Age, political knowledge and electoral turnout : a case study of Canada. *Commonwealth & Comparative Politics*, 55 (1), 41-62.
- Tiberj, V. (2017). *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. Paris : Presses universitaires de France.
- Trounstine, J. (2009). All politics is local : The reemergence of the study of city politics. *Perspectives on Politics*, 7 (3), 611-618.